

LA PRIVATISATION RAMPANTE DE L'AUDIOVISUEL PUBLIC

Subsiste-t-il un espace protégé, celui du service public ? Au moins devrait-il exister des lieux, grâce aux immenses machines que sont France Télévisions avec ses innombrables chaînes, et Radio France avec ses innombrables antennes, où le droit de savoir des citoyens est pleinement assuré. Des lieux où l'information serait libre et honnête, à l'abri des instrumentalisation ou des manipulations. Des lieux d'excellence, où l'information serait de qualité, produisant des journaux libérés de toute influence ou de toute collusion.

Force est de constater que non. Dans ce naufrage, même l'audiovisuel public est tiré vers le fond. Même ici l'information peut être malmenée ou biaisée, pour deux raisons qui se combinent : les mœurs détestables de la monarchie républicaine font peser sur la télévision publique d'insupportables et constantes pressions, qui affectent l'information sur les écrans publics ; il y a entre la télévision privée et la télévision publique des effets dramatiques de porosité ou de mimétisme, qui tirent aussi l'information vers le bas.

Ces deux facteurs qui mettent en cause l'honnêteté de l'information sur les écrans publics, en même temps que l'indépendance des journalistes qui y travaillent, viennent compléter le paysage délétère des médias : dans le concert des grandes démocraties, la France a l'une des presses les plus dépendantes des puissances d'argent ; de surcroît, c'est l'un des pays où les influences du pouvoir se font le plus sentir.

Main basse sur l'information mène donc l'enquête sur cette privatisation rampante de l'audiovisuel public – qui a pris une tournure accélérée à France Télévisions, et plus lente sur Radio France, en faisant de nombreux zooms :

- sur les journaux militants du tandem Pujadas-Lenglet qui, pour le « 20 Heures » de France 2 servent aux téléspectateurs des points de vue biaisés qui sont le plus souvent ceux du Medef ;

- sur le recours systématique sur tout l'audiovisuel public à des chroniqueurs économiques néolibéraux, au mépris du pluralisme des approches, qui devrait pourtant prévaloir dans une discipline qui n'est pas une science exacte mais une branche des sciences sociales ;

- plus généralement sur le recours par beaucoup de chaînes publiques à de pseudo-experts, qui sont le plus souvent ceux du « politiquement correct » ou de la « pensée unique » ;

- sur le joug insupportable que le présidentielisme fait peser sur les chaînes publiques, qui ne cessent de devoir se soumettre aux oukases de l'Élysée.